

AP N° 2023-APC-123-IC

**ARRÊTÉ préfectoral complémentaire
Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry
Commune de BUSSY-LETTREE (51)**

**Le Préfet de la Marne
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-A-170-IC du 6 décembre 2005 à l'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry pour les activités de démantèlement d'aéronefs qu'elle exploite sur le territoire de la commune de BUSSY-LETTREE ;

VU le porter à connaissance de l'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry relatif à la mise en place d'une activité de bancs d'essais moteurs, transmis aux services de l'inspection des installations classées le 16 mai 2023 ;

VU le rapport et les propositions en date du 26 mai 2023 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté le 16 juin 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles.

CONSIDERANT que les installations exploitées par l'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry relèvent du régime de l'autorisation au titre de l'article L.512-1 du livre V du titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que le projet de modifications objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la création d'un atelier d'essais sur banc de moteurs à explosion destinée à fonctionner pendant une durée limitée ne présentera des dangers et inconvénients que pendant cette période et présente dès lors un caractère beaucoup moins significatif que s'il s'agissait d'une installation destinée à fonctionner de manière pérenne ;

CONSIDERANT que, de ce fait, les modifications présentées dans ces dossiers ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant a transmis tous les éléments d'appréciation de ces modifications ;

CONSIDERANT que le présent arrêté a pour objet de réviser les conditions d'exploitation du site et notamment les articles 1.1 et 1.2 de l'arrêté préfectoral cadre n°2005-A-170-IC du 6 décembre 2005 du fait des modifications apportées par l'exploitant ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en conséquence, de fixer des prescriptions complémentaires pour l'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry sise à BUSSY-LETTREE selon les dispositions prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement susvisé ;

CONSIDERANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

SUR proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1. Identification

Les conditions d'exploitation de l'installation de l'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry, rue de Louis Blériot à BUSSY-LETTREE (51 320), dont le siège social est situé à la même adresse, autorisé par arrêté préfectoral n°2005-A-170-IC du 6 décembre 2005, sont modifiées conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2. Prescriptions modifiées

L'article 1.1 – Objet de l'autorisation, de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2005, est modifié comme suit :

« L'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry, dont le siège social se situe à BUSSY-LETTREE, est autorisée à exploiter des installations de démantèlement d'aéronefs et d'ateliers d'essais sur banc de moteurs*, situées sur le territoire de la commune de BUSSY-LETTREE, sur les parcelles cadastrales suivantes :

Activité	Commune	Section	Parcelles cadastrales
Installations de démantèlement d'aéronefs	Bussy-Lettrée	OE	483
Ateliers d'essais sur banc de moteurs*	Bussy-Lettrée	OE	3, 512, 647, 671, 673, 674

* L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 14 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les installations sont détaillées dans les articles suivants ».

Article 3. Prescriptions modifiées

L'article 1.2 – Classement de l'aire de démantèlement, de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2005, est abrogé et remplacé comme suit :

« 1.2. Nature des Installations :

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Article 6. Délai et voies de recours

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures www.telerecours.fr)

1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7. Exécution

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à Monsieur le maire de Bussy-Lettree qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à l'Établissement Public de Gestion de l'Aéroport de Vatry dont le siège social est situé rue de Louis Blériot à BUSSY-LETTREE (51 320).

Châlons-en-Champagne, le **18 JUIL, 2023**

**Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice de cabinet
Secrétaire Général par suppléance**



Samira ALOUANE

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Classement	Description des activités Volume autorisé
2712-2	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Dans le cas d'autres moyens de transports hors d'usage, autres que ceux visés aux 1 et 3, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 50 m ²	A	12 000 m ²
2931-2*	Ateliers d'essais sur banc de moteurs à explosion, à combustion interne ou à réaction, turbines à combustion. 2. Lorsque la poussée totale des moteurs et des turbines est supérieure à 1,5 kN et que l'activité n'est pas classée au titre du 1.	A	Atelier d'essais sur banc de moteurs dont la poussée est supérieure à 1,5 kN.

A : Autorisation, **E** : Enregistrement, **D** : Déclaration, **DC** : Déclaration avec contrôle périodique,

* L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 14 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette autorisation ne dispense pas l'exploitant d'obtenir du service gestionnaire, une autorisation, d'occupation temporaire du domaine public pour ses ouvrages de rejet ».

Article 4. Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

Article 5. Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la Défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.